

Partenariats public-privé

De nouveaux partenariats pour soutenir la croissance économique et sociale

Dans les pays en développement, il est difficile de répondre à la demande de capitaux pour le développement social et infrastructurel en s'appuyant uniquement sur les budgets gouvernementaux limités et l'APD des autres pays. En fait, les flux de capitaux privés à destination des pays en développement représentent une grande part des fonds provenant des pays développés. Le secteur privé intensifie ses activités commerciales et financières dans les pays en développement et se concentre sur de nouveaux domaines, notamment les partenariats public-privé (PPP) pour les projets d'infrastructures et les activités à la « base de la pyramide » (BoP), etc.

Ces efforts ont contribué à la création d'opportunités d'emploi, au développement des ressources humaines et à l'amélioration des technologies. De plus, la créativité et le niveau technologique exceptionnel des entreprises japonaises apportent une contribution précieuse à la résolution des problèmes socioéconomiques des pays en développement.

La JICA utilise des dispositifs variés pour apporter une aide efficace et efficiente permettant d'obtenir de meilleurs résultats de développement à travers une collaboration accrue avec le secteur privé.

● Financement des investissements du secteur privé

Aide au développement économique et social des pays en développement à travers des partenariats avec le secteur privé

En tant que composante de l'aide sous forme de prêts de la JICA, le financement des investissements du secteur privé (PSIF) est un dispositif de soutien aux projets de développement des entreprises privées japonaises et d'autres pays. Par une participation au capital et l'octroi de prêts, le PSIF soutient les activités ayant un impact positif sur le développement socioéconomique des pays en développement, notamment les projets d'infrastructure en PPP, les activités BoP et le développement des PME à l'étranger. De plus, en introduisant les technologies et le savoir-faire des entreprises privées et en assurant la coordination avec les gouvernements locaux, la JICA s'efforce de réduire les divers risques associés aux projets et d'augmenter les résultats en matière de développement à travers la

coordination avec d'autres mécanismes d'aide de la JICA, notamment la coopération technique.

Lors de l'exercice 2013, suite à la reprise intégrale du financement des investissements du secteur privé, la JICA a conclu un accord de prêt pour le projet de développement des ressources humaines nationales en Indonésie, le premier projet d'investissement étranger en Indonésie. En avril 2014, la JICA a également conclu un accord de coentreprise pour le projet de développement de la première zone économique spéciale du Myanmar [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

● Études préparatoires sur les projets d'infrastructures en PPP

Des partenariats public-privé pour mener à bien les projets d'infrastructures dans les pays en développement

Ces dernières années, il existe une tendance de plus en plus marquée dans les pays en développement à s'appuyer sur l'expertise du secteur privé pour les projets d'infrastructures. En se basant sur une répartition rationnelle des responsabilités et des risques entre le secteur public et le secteur privé, les partenariats public-privé ont pour but d'accroître les bénéfices et l'efficacité des projets d'infrastructures. La JICA a également mis en place un dispositif d'étude pour la formulation de projets d'infrastructures en PPP qui doivent être menés dans le cadre du financement des investissements du secteur privé ou des prêts japonais d'APD.

Ce dispositif est conçu pour identifier et créer, en amont, des projets d'infrastructures adaptés aux PPP, en se basant sur la coopération entre les secteurs public et privé. La JICA confie la réalisation des études nécessaires aux entreprises privées qui ont soumis les meilleures propositions. Ce système est mis en œuvre conformément à la stratégie de redynamisation du Japon, la stratégie d'exportation des systèmes d'infrastructures et la stratégie pour une diplomatie de la santé mondiale, entre autres politiques.

Durant l'exercice 2013, deux appels publics à propositions ont été effectués et parmi les réponses reçues, 11 propositions ont été sélectionnées.

Étude de cas

Myanmar : Financement des investissements du secteur privé ; projet de développement de la zone économique spéciale de Thilawa (zone de classe A)

Soutien au développement de la première zone économique spéciale (ZES) du Myanmar

Le 23 avril 2014, la JICA a conclu un accord de co-entreprise sur le projet de développement de la première zone économique spéciale du Myanmar, le premier projet depuis la reprise du financement des investissements du secteur privé. Dans ce projet, la JICA financera également MJ Thilawa Development Ltd., et les fonds seront utilisés pour le développement du parc industriel et pour les activités de vente et d'exploitation. Ce projet couvre les près de 400 hectares de la première phase de développement de la ZES de Thilawa, près de Rangoun, au Myanmar.

Sous l'administration Thein Sein, le Myanmar effectue des progrès rapides vers la démocratisation et l'économie de marché. Soucieux d'attirer les investissements directs

étrangers, le gouvernement du Myanmar travaille activement sur l'amendement des lois liées à l'investissement, mais aussi sur le développement des ZES. En particulier sur celui de la ZES de Thilawa, située dans la zone métropolitaine de Rangoun, qui offre plusieurs avantages, notamment une main-d'œuvre abondante et un accès aisé aux marchés. C'est pourquoi le gouvernement a exprimé son intention de promouvoir en priorité le développement rapide de cette zone.

Les entreprises japonaises sont très intéressées par le Myanmar, et elles se livrent à une compétition acharnée avec les entreprises d'autres pays sur le marché birman. Mais en dépit de leur intérêt, l'amélioration de l'environnement

de l'investissement reste un problème majeur dans le pays, et de nombreuses entreprises étrangères s'inquiètent non seulement du manque d'infrastructures, notamment électriques, mais aussi de l'insuffisance du système juridique régissant les activités économiques.

Ce projet sera le premier à entreprendre le développement d'une ZES à grande échelle au Myanmar. Pour ce faire, les promoteurs du projet doivent recevoir diverses formes d'aide de la part du gouvernement du Myanmar sur les aspects matériels et institutionnels. Parallèlement à l'aide financière par injection de capitaux, la JICA devrait rejoindre le projet en tant qu'investisseur et jouer un rôle pour faciliter la coordination entre les promoteurs et le gouvernement du Myanmar.

Rendu de la zone économique spéciale de Thilawa.



Ces propositions comprennent des projets complets de construction d'infrastructures et d'installations énergétiques, l'utilisation de technologies intelligentes, un projet de production d'électricité éolienne pour lutter contre le changement climatique, des projets dans des domaines nouveaux tels que le développement d'un hôpital répondant aux besoins médicaux de la communauté et des projets d'amélioration de l'approvisionnement en eau en coopération avec des gouvernements locaux japonais. À travers ces projets, les technologies de pointe et l'excellence du savoir-faire en matière de fourniture de services des entreprises japonaises seront diffusées dans le monde entier.

Cependant, il existe de nombreux défis liés aux projets d'infrastructures en PPP dans les pays asiatiques. Ces défis comprennent les difficultés pour assurer la viabilité du projet, une reconnaissance insuffisante du partage des rôles et de la répartition des risques (le manque de soutien du gouvernement hôte) entre les secteurs public et privé, et les risques liés à la mise en service tels que les retards de construction des installations liées. Par conséquent, la JICA fournit non seulement une aide pour la réalisation et l'établissement de projets adaptés en amont, mais elle promeut également des actions globales pour consolider les projets en PPP en conseillant les homologues sur les systèmes de PPP, en soutenant l'introduction de politiques et d'institutions appropriées pour les PPP et en renforçant les capacités de mise en œuvre [→ voir l'étude de cas page 23].

● Études préparatoires pour la promotion des activités BoP Une nouvelle approche pour renforcer l'impact du développement en partenariat avec les entreprises privées

Les activités BoP/inclusives forment un modèle d'entreprise visant à trouver de nouvelles opportunités de marché en ciblant les segments les plus modestes d'une population (à la base de la pyramide) dont les revenus sont inférieurs à 3 000 USD par an à parité de pouvoir d'achat, en tant que consommateurs, employés ou partenaires en affaires. Les activités BoP suscitent également une attention croissante en tant que nouvelle approche pour résoudre les problèmes sociaux et de développement grâce aux initiatives des entreprises.

La JICA confie la réalisation d'études, pour établir des modèles d'activité, la planification de projets et la formulation d'idées de collaboration avec des projets de la JICA, à des entreprises privées ayant effectué les meilleures propositions d'activités BoP. Durant l'exercice 2013, deux appels publics à propositions ont été effectués et parmi les réponses reçues, 21 propositions ont été sélectionnées. Parmi les études terminées à ce jour, sept propositions ont été initiées à la fin de l'année 2013. Simultanément, certaines approches

collaboratives avec des projets de la JICA ont été réalisées sous diverses formes [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

La JICA a également mené une étude ayant les trois objectifs suivants : (1) analyser les études sur les activités BoP de la JICA et identifier les facteurs clés de réussite de ces activités ; (2) introduire un cadre d'évaluation pour mesurer les effets sur le développement des activités BoP ; et (3) définir les mesures visant à faire face aux problèmes de financement des activités BoP. Des séminaires publics ont été organisés afin de partager les résultats de cette étude et de diffuser et améliorer l'aide de la JICA.

● Programme de collaboration avec le secteur privé pour la diffusion des technologies japonaises Stimuler la diffusion du « modèle japonais » en appui à la croissance des pays en développement

La diffusion du « modèle japonais », d'un haut niveau de compétitivité, est considérée comme un enjeu prioritaire de plusieurs politiques soutenues par le gouvernement japonais, notamment la stratégie de redynamisation du Japon et la stratégie d'exportation des systèmes d'infrastructures. Pour résoudre les problèmes technologiques des pays en développement et stimuler la diffusion du « modèle japonais », la JICA a initié un « programme de collaboration avec le secteur privé pour la diffusion de technologies japonaises au service du développement économique et social des pays en développement » lors de l'exercice 2013.

Ce programme vise à faciliter la compréhension des produits, technologies et systèmes d'excellence des entreprises japonaises tout en envisageant la possibilité de les appliquer dans les pays en développement. Dans ce programme, les sessions de formation au Japon ou dans les pays partenaires seront organisées en priorité pour les responsables gouvernementaux des pays en développement. En sollicitant des propositions de projets d'entreprises privées, la JICA assume les dépenses des projets sélectionnés à hauteur de 20 millions JPY. Ainsi, les entreprises prendront l'initiative d'organiser des programmes de formation et des séminaires.

En août 2013, 71 propositions ont été soumises lors du premier appel public et 14 ont été sélectionnées. Ces propositions comprennent non seulement des projets de diffusion internationale de produits ou de technologies individuelles, mais aussi de systèmes spécifiques au Japon, notamment ses services postaux ou de délivrance de licences pour les diététiciens. En outre, certains projets étaient liés au déploiement international de systèmes complexes tels que les systèmes de transport intelligent (STI) et les systèmes d'information pour la gestion des catastrophes.

Étude de cas

Ouganda : Promotion des activités BoP ; Saraya Co. Ltd., Création d'un modèle économique pour des désinfectants à base d'alcool

Du projet de promotion du lavage des mains à la production pour le marché local

Saraya, une entreprise basée à Osaka, a rejoint le projet de l'UNESCO pour la promotion du lavage des mains auprès d'un million de personnes en Ouganda, en 2010. En vendant ses désinfectants à base d'alcool, Saraya a mis en œuvre ce projet en Ouganda, où l'approvisionnement en eau est rare et où l'importance

du lavage des mains est à peine reconnue, même par les institutions médicales.

Depuis janvier 2012, lorsque les désinfectants ont été pleinement introduits, Saraya a participé à plusieurs initiatives dans les hôpitaux modèles du pays en utilisant le système d'étude préparatoire pour la promotion du marché BoP. Ces initiatives comprennent des activités éducatives dans les hôpitaux, des enquêtes sur l'acceptation du produit, l'établissement d'un modèle d'activité permettant de

gérer la collecte de matériaux à faible dangerosité par la production et la vente ainsi que le développement de la planification des activités.

Dans l'un des hôpitaux modèles, les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) ont organisé des activités éducatives sur le lavage des mains autour de la méthode des 5S, *seiri* (trier), *seiton* (mettre de l'ordre), *seiso* (nettoyer), *seiketsu* (standardiser) et *shitsuke* (se discipliner), afin de promouvoir l'ordre et le passage au zéro déchet. Le projet pilote mené par Saraya a contribué aux activités éducatives et de promotion sur les mesures de lutte contre les infections en coopération avec les JOCV.



Une infirmière se désinfecte les mains avant d'examiner un patient en Ouganda.